



Il est clair, l'Honorable Jean Michel Nitcheu se désolidarise de ses collègues députés signataires d'une correspondance adressée au président américain visant à dénoncer l'ingérence dans les affaires internes du Cameroun, la crise anglophone notamment.

Contrairement à lui, son collègue député et camarade de parti Josuah Osih fait bel et bien partie des signataires de cette lettre qui le « choque ».

Ci-dessous l'intégralité de la réaction musclée du député Nitcheu :

“ Je suis surpris et choqué par cette initiative de charbon qui ne peut qu'attiser le feu dans la crise qui n'a que trop duré dans les deux régions du nord-ouest et du sud-ouest.

Surpris du fait que cette pétition intervient longtemps après que le SDF depuis 2016, par la voix de l'honorable Joseph Wirba à la tribune de l'Assemblée nationale, avait déjà attiré l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le problème anglophone et que par la suite, les députés du SDF ont réclamé à maintes reprises et en vain l'inscription de la crise anglophone à l'ordre du jour des sessions parlementaires.

Je marque mon étonnement devant la démarche de certains collègues députés signataires qui semblent se soucier de leurs intérêts personnels, égoïstes et égocentriques au détriment des populations du nord-ouest et du sud-ouest. À date, l'Assemblée nationale n'a jamais débattu de

cette question en séance plénière. Encore moins l'inscrire à l'ordre du jour d'une seule session parlementaire. Les députés du SDF ont d'ailleurs bloqué toute une session parlementaire en novembre 2017 pour exiger l'inscription de la crise anglophone à l'ordre du jour.

Je suis choqué que ceux qui se sont sans cesse opposé à la démarche des députés du SDF pour que soit inscrit à l'ordre du jour des sessions parlementaires, signent cette pétition alors que l'Assemblée nationale aurait pu prendre des résolutions à l'issue d'un débat en séance plénière.

C'est hallucinant de voir une pétition aussi abjecte dans le contenu, être signée par des collègues députés entre deux sessions parlementaires et de surcroît à moins de deux semaines de l'ouverture de la session de mars prochain.

Le SDF, à travers les différentes résolutions prises à l'issue des sessions du Comité exécutif national, a toujours prôné le dialogue politique inclusif entre les différents protagonistes du conflit afin de trouver une issue pacifique à la crise actuelle. Position relayée par ses élus au Parlement. Il est incohérent et paradoxal de prôner le dialogue politique inclusif et en même temps demander l'extradition de certains protagonistes. En tant que Député de la Nation et du fait de l'absence de tout débat parlementaire sur cette crise, j'appelle une fois de plus le gouvernement à trouver une solution rapide et pacifique à cette crise qui n'aurait pas dû être. Demander l'extradition de nos compatriotes vivant aux États-Unis ne résoudra absolument rien à cette crise qui requiert des solutions politiques et non militaires ou de force.

Cette pétition pieuse et caricaturale initiée et signée par des chevaliers intéressés de la méthode forte est un catalogue de simples slogans sans application prévisible au vu du contexte actuel de la crise. Des membres du Congrès américain se sont exprimé sur la question anglophone. Ils demandent au Président Joe Biden de tenir compte des conventions internationales en matière des droits de l'homme avant toute prise d'initiatives concernant le Cameroun notamment tout ce qui a trait à la crise anglophone.. Si les camerounais en errance dans le monde pour avoir pris des positions politiques sollicitent la protection de leur pays d'accueil afin qu'on leur accorde l'asile politique, qu'ils puissent en bénéficier. La maltraitance et la répression féroce dont ils font l'objet chaque fois qu'ils ont exprimé des positions divergentes à celles du gouvernement en sont la cause. Plusieurs militants du SDF et ceux de l'opposition en général ont, par le passé, bénéficié de la protection de leur pays d'accueil du fait qu'ils étaient régulièrement embastillés à l'issue des manifestations publiques pacifiques. Actuellement au Cameroun, près de 150 personnes se trouvent en prison pour avoir exprimé leur opinion.

Toute assistance, d'où qu'elle vienne, allant dans le sens de demander à Yaoundé de promouvoir une démarche politique pacifique de sortie de crise est la bienvenue.

Fait à Douala le 25 février 2021

Hon. Jean Michel NINTCHEU

Député"
